

éditorial



Rachid Lahlou
Bureau National

Nouveau gouvernement : l'Éducation toujours pas prioritaire !

En tout cas pas l'Éducation pour laquelle nous militons. Pour preuve, les portefeuilles de l'Éducation, du Supérieur et de l'Agricole ont été confiés à des réactionnaires, tenants de l'ordre bourgeois et nostalgiques d'un « C'était mieux avant » fantasmé. Certain-es se disent même favorables à l'enseignement privé (et sa logique capitaliste) nourri de fonds publics... qui ne ruissellent jamais vers les rémunérations des salarié-es de droit privé.

DONC ? Ni nos conditions de travail, ni nos salaires ne sont la priorité de ce gouvernement. Émancipation et esprit critique ne seront pas plus les maîtres mots de nos hiérarchies.

L'ensemble des précédentes réformes pourtant refusées par les professionnel·les de l'éducation et les syndicats risquent au contraire d'être réaffirmées. Sauf si elles coûtent trop cher bien sûr puisqu'il faut « en même temps » saigner les services publics. Ainsi, 4 000 postes sont-ils prévus d'être supprimés dans l'Éducation nationale, dont 700 dans le privé. Et c'est le 1^{er} degré qui subira 90 % de cette réduction !

Nos collègues maitres délégué-es en font les frais : les rectorats se montrent très inventifs pour rogner sur leurs salaires notamment durant les vacances. Partout, pactes, IMP, HSA/HSE ont brutalement diminué, laissant abasourdi-es les collègues qui les assimilaient à des hausses pérennes de salaire. Seule augmentation : celle des effectifs par classe pour maintenir les dédoublements du Choc des Savoirs.

Heureusement, ces injustices ne provoquent pas qu'abattement et renoncement : au quotidien, des collègues s'organisent, des luttes syndicales paient. La situation dans les états en guerre (Ukraine, Palestine...) et en Outremer bouleverse et pousse à agir. Suite au choc des Européennes, la lutte contre la violence et les idées d'extrême droite s'organise.

Organisons-nous, syndiquons autour de nous et luttons ensemble pour une école plus juste et émancipatrice, des conditions de travail dignes et des salaires en hausse.